

AKTUELL

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Dudelange ville-pilote

Richard Graf

Dudelange et l'Université du Luxembourg veulent promouvoir la participation citoyenne à tous les niveaux.

En procédant ce mercredi 9 décembre à la signature d'une convention avec l'Université du Luxembourg, les édiles de la quatrième ville luxembourgeoise en nombre d'habitants veulent ainsi combiner « leurs efforts et forces pour devenir la référence nationale en matière de démocratie participative », avec la Faculté des sciences humaines, des sciences de l'éducation et des sciences sociales (FHSE).

Le principal but affiché serait donc de devenir « ville-pilote » au niveau national pour participer à la « mise en place conceptuelle et à l'évaluation scientifique de projets participatifs présents et à venir au Luxembourg ».

« C'est un financement de départ de quelque 240.000 euros sur deux ans, porté à moitié par la Ville de Dudelange et à moitié par l'Université », nous explique Raphaël Kies, chercheur à la FHSE et à l'initiative du projet. Le choix de Dudelange comme premier chantier de travail est porté par l'existence d'une convention-cadre de la ville avec l'université et un certain nombre d'initiatives dans le domaine de la participation citoyenne, assez prometteuses pour évoluer dans le bon sens, si un accompagnement scientifique peut être garanti.

Concrètement, la ville va financer avec la FHSE un poste de recherche sur deux ans et la mise en place d'un site internet de référence qui « reprend toutes les expériences à ce jour produites dans le pays et en premier lieu dans la ville de Dudelange ». Le projet a pour ambition d'établir un réseau national et « grand-régional » sur le sujet de la démocratie participative et de « devenir le centre de référence national ».

Une fois le poste attribué, le projet devrait par la suite permettre de participer à des appels à financement internationaux, d'organiser des événements publics et d'intégrer des réseaux internationaux. Raphaël Kies projette même de faire venir à Luxembourg en 2021 ou 2022 l'école d'été « participation et démocratie », une école postdoctorale organisée par l'Université du Luxembourg, l'Université libre de Bruxelles, l'université de Laval et Sciences Po Bordeaux.

La convention est donc surtout un instrument pour faire un travail d'inventaire et d'accompagnement de projets, ainsi que pour introduire les

principes et les concepts pour plus de participation citoyenne en général, sans en être un acteur direct.

L'adhésion à la convention n'est donc pas en soi une garantie que la ville de Dudelange devienne par là automatiquement plus participative. La bonne volonté des responsables - que Raphaël Kies ne met pas en doute -, mais aussi les moyens financiers et humains doivent être de la partie.

Les Verts avaient dressé en 2018 un petit inventaire des moyens budgétaires investis par la commune dans des domaines qui pourraient toucher à la participation citoyenne, pour trouver un chiffre global de 2,087 millions d'euros sur un budget global de 110 millions. Il y a donc encore un certain chemin à parcourir, si l'on regarde les 50.000 euros prévus pour des actions concrètes.

Participation sans opposition ?

Surtout que les instruments existants ne semblent pas faire l'unanimité, tant du côté des politiques que de la population visée : le « Biergerrot », constitué par tirage au sort depuis 2019, semble ainsi avoir un statut plutôt éphémère, car dans le dernier bulletin communal, les habitants sont appelés à se porter candidat-e-s pour un « Bierger-Panel » afin de s'impliquer dans des décisions d'ordre local.

Le grand défi sera le « budget participatif », que le collège échevinal avait promis dans sa déclaration de 2017. Derrière un tel concept, un grand éventail de possibilités peut être compris. À voir donc, avec l'appui du projet, sur quelle voie Dudelange veut s'aventurer. Il faudra définir des espaces où citoyennes et citoyens auront un vrai droit décisionnel, rappelle Kies.

Dans tout cela, il ne faut pas non plus oublier qu'il y a aussi un conseil communal avec une opposition que la majorité absolue du LSAP - la dernière dans le pays - aurait parfois tendance à oublier. Le conseil communal au grand complet aura - pour la première fois - l'occasion de discuter de la convention conclue avec l'université ce vendredi, donc deux jours après sa signature.

Romy Goergen, conseillère verte, dit avoir l'habitude d'être informée a posteriori, ce qui ne l'empêche pas de saluer l'idée et les principes d'une telle convention. Elle voudrait cependant s'assurer que le comité d'accompagnement prévu ne sera pas uniquement composé, du côté de la commune, « d'intimes du parti majoritaire ».

SHORT NEWS

Unep-Klimabericht: Reichtum als Problem

(lm) - Ein Aspekt der Klimakrise, der woxx-Leser*innen längst bekannt sein dürfte, ist nun offiziell von der UNO aufgegriffen worden. Im jährlichen „Emissions Gap Report“ des Umweltprogramms Unep wird erst einmal festgehalten, wie viel an CO₂-Reduktionen nötig wäre, um die Erderwärmung zu begrenzen, und wie wenig die Regierungen bisher beschlossen haben (der Unterschied zwischen den beiden heißt „Emissions Gap“). Dabei hat sich das UNEP nicht auf die notwendigen Kursänderungen auf staatlicher Ebene beschränkt, sondern auch den Beitrag zum Klimawandel nach Einkommensniveau untersucht. Das Ergebnis fasst die BBC wie folgt zusammen: „Die globale Elite wird ihren CO₂-intensiven Lebensstil aufgeben müssen“. Laut Bericht emittieren nämlich die 1 % reichsten Erdenbürger*innen doppelt so viele Treibhausgase wie die ärmsten 50 %. Angesichts des Zwischenziels von 2,5 Tonnen CO₂ pro Kopf für 2030, könnten die 50 % ärmsten dreimal mehr ausstoßen, die 1 % Reichsten dagegen müssten ihren Ausstoß um den Faktor 30 reduzieren. Auch die 10 % Reichsten, zu denen der allergrößte Teil der Luxemburger Bevölkerung gehört, sind Teil des Problems: 75 % des Energieverbrauchs für Flugreisen geht auf sie zurück. Deshalb müsste auch diese Gruppe ihre Emissionen bis 2030 um den Faktor 10 senken. Ob die neue CO₂-Steuer dafür wirklich ausreicht?

Mehr Nachtzüge in Europa

(ja) - Innereuropäische Flüge sind zurecht verpönt, weil sie die Klimakrise unnötig anheizen. Für Mittelstrecken gibt es jedoch wenige Alternativen, denn Bahnfahren ist oft teuer und umständlich. Eine Möglichkeit, die immer wieder von Aktivist*innen gefordert wird, sind Nachtzüge. Seit einigen Jahren hat die österreichische Bahngesellschaft ÖBB mit dem Projekt „Nightjet“ vorgelegt und hat das nächtliche Bahnreisen durch renovierte Züge und besseren Service wieder attraktiv gemacht. Nun wollen die Bahnen aus vier europäischen Ländern - Deutschland, Schweiz, Österreich und Frankreich - verstärkt auf diesem Gebiet zusammenarbeiten. So ist ab Dezember 2021 eine Nachtzugverbindung zwischen Wien und Paris geplant, bis 2024 soll das klimafreundliche Reisen im Schlaf auch wieder zwischen Berlin und Paris sowie Zürich und Barcelona möglich sein. Der deutsche ökologische Verkehrsclub VCD begrüßte in einer Stellungnahme dieses Angebot, forderte jedoch weitere Verbesserungen: „Allein bei einem Nachtzugnetz für Zentraleuropa darf es aber nicht bleiben. Es ist höchste Zeit, dass darüber hinaus alle wichtigen Städte Europas von Moskau bis Lissabon und von Neapel bis Stockholm rund um die Uhr mit schnellen Zugverbindungen verknüpft werden.“

online

Feminismus, Asyl und Klima

Sie mögen die Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort finden Sie regelmäßige Artikel, die ausschließlich online erscheinen.

Frauen zurück an den Computer! Damit Siri und Alexa nicht zu sexistischen Softwares mutieren, sollen Frauen stärker in die Entwicklung Künstlicher Intelligenz eingebunden werden. Nach Erhebungen der EU-Kommission sind sie in dem Bereich stark unterrepräsentiert - doch es gibt einen Plan. woxx.eu/frauen

Galerie nationale : Cap vers Dudelange Rêvée par Xavier Bettel lorsqu'il était encore ministre de la Culture, la galerie d'art nationale n'a pas seulement changé de lieu d'implantation, mais aussi d'orientation. woxx.eu/galerie

Réfugié-e-s : Passerell passe devant le tribunal administratif Le woxx a évoqué plusieurs fois déjà les problèmes du primo-accueil au Luxembourg, où des demandes d'asile et de protection internationale ne pourraient pas être déposées. L'association Passerell a décidé de faire trancher la justice. woxx.eu/passere
Mock COP 1/3 : appel aux puissant-e-s La conférence climatique de la jeunesse en ligne a passé deux semaines en échanges et délibérations. À la fin, elle a notamment adressé une lettre aux responsables politiques. woxx.eu/mock